

tionnement de la planche à billets. Ses besoins financiers s'accroissent dans la mesure où les recettes se dépréciaient sous l'action spécifique des phénomènes inflationnistes. Au milieu de 1923, la proportion des recettes budgétaires par rapport aux dépenses était tombée à moins de 2 p.c. L'accroissement astronomique des marks-papier et la vitesse vertigineuse de leur circulation se voyaient dépassés sans cesse par le rythme plus vertigineux encore de la hausse des prix. Le marché anticipait tellement prodigieusement la dépréciation monétaire, que la masse des signes monétaires restait constamment en deçà des besoins insatiables de la circulation. La sarabande fantasmagorique des prix emporta finalement dans son tourbillon la notion même de valeur. Dans la dernière phase de cette période de désagrégation économique, on vit l'indice des prix papier monter de 2,054 en janvier 1923 à 3 millions en octobre, tandis qu'en quatre mois, l'indice des prix-or doublait.

Il était bien évident, par contre, que pour le capitalisme, la notion de valeur ne s'était nullement obscurcie. La bourgeoisie industrielle, détentrice des marchandises, loin d'avoir perdu la moindre parcelle de ses richesses avait, au contraire, pu accroître celles-ci. Certes, en rejetant sur le prolétariat et la petite bourgeoisie la charge des frais de la guerre et de l'après-guerre, elle avait considérablement rétréci le pouvoir d'achat du marché intérieur, que l'inflation limitait d'avantage. Mais la chute de la production, qui en était résultée, s'était vérifiée aussi (avec moins d'acuité) dans les économies des pays victorieux. Par contre, la poussée inflationniste offrait à l'industrie allemande des possibilités compensatrices sur le marché extérieur. La « prime » de change résultant de la dépréciation du mark lui permettait d'exporter à des prix qui, exprimés en or, atteignaient à peine le coût mondial de production, ce qui signifiait qu'une fraction du capital national était aliéné au profit du capital étranger, mais nullement au détriment du propre fonds de la bourgeoisie allemande ; l'inflation lui assura, au contraire, la rentabilité de ses capitaux, car nulle crise économique n'aurait pu opérer au sein de la sphère productive un « assainissement » semblable à celui que ce processus inflationniste y apporta. En tant qu'expropriateur brutal de tous les détenteurs de créances fixées en marks, l'inflation accéléra la mise en valeur du capital ; elle l'alléga de ses charges fixes par une extinction progressive des dettes obligataires (dans la dernière période, elles s'amortissaient à raison de 50 p.c. par mois) ; elle réduisit la part du capital consacrée à l'achat de la force de travail dont le « prix » s'éloigna de plus en plus de sa valeur, c'est-à-dire du prix des produits nécessaires à sa reproduction. C'est ainsi que le pouvoir d'achat des métallurgistes (catégorie bien payée) représentait, en mai 1923, 15 p. c. de celui d'avant-guerre. Un pain qui, le 3 novembre 1923, coûtait 25 milliards de marks, valait deux jours plus tard 140 milliards de marks.

L'Allemagne exportait sa substance, disait-on.

Oui, mais cette substance était faite de la chair du prolétariat et de la petite bourgeoisie. C'était le travail vivant et le travail « épargné » qui se vendaient au rabais, par les exportations et les prestations en nature. Par contre, la bourgeoisie échappait à toute dépréciation de ses richesses, soit en accumulant des devises étrangères, ou en exportant ses capitaux, soit en rachetant à bas prix le patrimoine national ; l'inflation paracheva le développement des Konzern et accéléra le processus de centralisation économique autour du capital financier.

La désagrégation du mécanisme de la circulation pouvait cependant, en fin de compte, entraîner la décomposition de la sphère productive elle-même et la bourgeoisie pouvait être débordée, comme l'apprenti sorcier, par les forces qu'elle avait, si pas déchaînées, au moins laissées s'épanouir dans un sens favorable à la consolidation de sa puissance.

L'occupation de la Ruhr, en janvier 1923, n'avait fait qu'ébranler davantage l'économie allemande en la coupant de ses bases vitales. Le développement du chômage et l'accroissement des charges budgétaires, en aggravant le désordre économique et la virulence de l'inflation, élevaient dangereusement la température sociale. Certes, avec l'organisation de la résistance « passive », la bourgeoisie avait trouvé dans la Ruhr le dérivatif lui permettant de canaliser les luttes ouvrières et, comme le constata Painlevé, « de souder ensemble, de l'autre côté du Rhin, la population ouvrière et les grands féodaux de l'industrie, ses oppresseurs ». Mais dans le pays non occupé, certains symptômes — comme la grève générale en août 1923 amenant la chute du cabinet Cuno, marquaient clairement que la classe ouvrière qui, dans la tourmente inflationniste, avait perdu « ses réformes », y avait aussi laissé ses illusions et était résolue à passer à la lutte ouverte contre le pouvoir. La déclaration de Stresemann, successeur de Cuno : « qu'il dirigeait le dernier gouvernement bourgeois » (où participaient des socialistes), laissait nettement percer l'inquiétude de la bourgeoisie. Pour celle-ci, un tournant dans sa politique économique s'imposait. La défaite prolétarienne d'octobre, à Hambourg, qui fut le produit de l'opportunisme rongé par déjà l'appareil dirigeant du P. C. allemand, permit à ce tournant capitaliste de s'opérer dans les meilleures conditions.

En mettant fin à la résistance passive dans la Ruhr, le gouvernement, armé de pleins pouvoirs, put amorcer une première tentative de stabilisation monétaire, par la création du Rentenmark-or, émis par la Reichsbank et qui fut gagé sur l'ensemble des propriétés agricoles et industrielle. Mais la coexistence de cette nouvelle monnaie-or avec le flot immense des marks-papier, qui continuaient à circuler, ne pouvait résoudre le problème, bien que l'Etat eût cessé ses émissions et qu'une massive « déflation » budgétaire eût provoqué le licenciement d'un tiers des fonctionnaires. Et, fait paradoxal, la masse énorme des signes monétaires en circulation devint insuffisante par rapport au niveau

qu'avaient atteint les prix, et les faibles moyens dont disposaient la Reichsbank et la Rentenbank ne purent y suppléer.

L'économie allemande s'avérant incapable d'opérer un redressement par ses forces propres, la bourgeoisie, qui avait liquidé sa politique d'obstruction dans la Ruhr et écarté la menace prolétarienne, put obtenir l'appui du capital international pour le rétablissement de son économie et la reconstruction de son mécanisme monétaire.

Une première intervention étrangère dans la fondation de la Golddiskontobank, se révéla insuffisante et la stabilisation ne devint définitive que lorsque le Comité des Experts de Paris eut patronné un emprunt international de 800 millions de marks-or. L'échange d'un mark-or contre un trillion de marks-papier (1,000 milliards) consacra la ruine des porteurs de Rentes d'Etat par l'amortissement de la Dette Publique à raison de 97,5 p.c. de sa valeur nominale, tandis que les autres créances furent amorties de plus des trois quarts. Le gigantesque transfert de richesses au profit du grand capital était consommé ; mais en y coopérant, le capitalisme mondial avait, en même temps, émoussé la concurrence allemande en lui supprimant sa « prime » à l'exportation. A l'intérieur, la faiblesse du fonds de roulement de l'industrie entrava la « reprise » économique, et l'Allemagne n'entra dans une période de consolidation relative que lorsqu'elle s'offrit comme débouché aux immenses capitaux d'attente anglais, américains et français dont

l'afflux hâta la maturation des contrastes spécifiques du capitalisme allemand et précipita son évolution vers le fascisme.

En résumé, la crise économique de 1921-1922 fut suivie d'une période de raffermissement du capitalisme mondial, de récupération de ses forces politiques et économiques, de stabilisation temporaire, qui se refléta dans la reconstruction ou l'assainissement des systèmes monétaires nationaux. Mais nulle part, la restauration de l'étalon-or ne s'effectua suivant les modalités anciennes et, comme le constata un économiste bourgeois : « il n'a été jugé ni désirable ni nécessaire que l'or fût remis en circulation à l'intérieur du pays. On a estimé que, pour rétablir le régime monétaire sur la base de l'or, il suffisait que l'unité monétaire nationale représentée par du papier, fut constamment convertible en une quantité d'or déterminée, mais seulement pour les besoins des règlements à l'étranger ».

Ce nouveau statut monétaire s'incorpora organiquement au système capitaliste et ainsi se trouva consacrée la mission déjà ébauchée avant la guerre mondiale entre la circulation intérieure et la circulation extérieure.

Cette dualité devait acquérir une importance capitale lorsque la crise mondiale ouvrit la troisième des phases essentielles de la période d'après-guerre, celle au cours de laquelle la société capitaliste devait tenter de s'adapter au stade déprimant de son évolution.

(A suivre)

MITCHELL.

Les fondements de la production et de la distribution communistes

Tel est le titre d'un petit volume dont le Groupe des Communistes Internationalistes hollandais vient d'assurer une deuxième édition revue et développée.

Les Groupes des Communistes Intern. descendent du courant du communisme « ouvrier » qui se développa au sein du Parti Communiste Allemand au cours des premières années d'existence de la Troisième Internationale et dont les Hollandais H. Gorter (défunt) et A. Pannekoek furent les théoriciens les plus marquants. Les groupes représentant ce courant semblent avoir tiré les déductions les plus osées des critiques élevées jadis contre la théorie du parti révolutionnaire telle qu'elle fut défendue sous la prédominance de l'idéologie bolchévique, dans l'I. C. Au parti révolutionnaire, forme d'organisation empruntée à la bourgeoisie, les communistes internationalistes hollandais opposent les conseils d'ouvriers. Le moins qu'on puisse dire de

cette théorie, c'est qu'elle laisse subsister pas mal d'obscurité.

Mais le grand intérêt de l'ouvrage en question ne se rattache pas à cette théorie, elle n'intervient que subsidiairement en tout cas. Le but poursuivi est la recherche des principes fondamentaux sur lesquelles doivent être assises la production et la consommation une fois que les travailleurs se seront emparés des moyens de production et lorsqu'ils s'efforceront de les mettre en action, non pour des exploités, mais pour le compte de la communauté. Le problème est repris dès son origine, c'est-à-dire depuis que les socialistes, pour les besoins de la lutte pour le socialisme, se sont préoccupés d'y apporter une solution. Tout naturellement, l'analyse critique de l'expérience russe y occupe une place prépondérante.

Il est possible que pareil effort appelle sur les lèvres de certains un signe de com-